

POLITIQUE DE SANTE

Le secteur de la dépendance s'inquiète de l'absence de ministère dédié au grand âge

Publié le 18/05/17 - 16h38 - HOSPIMEDIA

Soufflé par l'absence de ministère dédié à la question du grand âge à l'annonce de la composition du Gouvernement d'Édouard Philippe, le secteur médico-social n'a pas manqué de réagir. Craignant de voir la politique du vieillissement diluée dans le grand ministère des Solidarités et de la Santé, nombreux sont ceux qui appellent à corriger le tir.

Alors que le secteur sanitaire applaudit l'arrivée d'Agnès Buzyn, directrice de la Haute Autorité de la santé, au ministère des Solidarités et de la Santé et que le monde du handicap se satisfait de la création d'un secrétariat d'État en charge des Personnes handicapées directement rattaché au Premier ministre (lire notre [article](#)), du côté du grand âge, les dents grincent. Devant la disparition du portefeuille dédié aux personnes âgées, le secteur n'a pas manqué de faire savoir sa surprise, voire son mécontentement à l'annonce de la composition du Gouvernement d'Édouard Philippe.

Interloquée de découvrir "*qu'aucun Ministre, et pas même un secrétaire d'État, ne représente les retraités et personnes âgées au sein de l'équipe qui va diriger la France*", l'AD-PA évoque ainsi une "*erreur majeure*" qui laissera "*12 millions de Français sans ministre. Soit 25% de la population française, souligne pour sa part la Fnadepa non sans partager sa déception.*

Là où la Fehap se réjouit de l'existence d'un secrétariat d'État en charge des personnes handicapées rattaché directement au Premier ministre, "*avec à sa tête une personnalité se situant au plus près des préoccupations des personnes handicapées et de leurs proches, soulignant l'importance du secteur social et médico-social pour le Gouvernement*", d'aucuns s'interrogent sur la différence de traitement entre politiques du handicap et du grand âge. C'est notamment le cas Synerpa, qui — s'il salue la poursuite de la "*dynamique de recomposition politique ouverte par l'élection du nouveau président de la République*" — regrette "*l'absence de secrétariat d'État auprès du Premier ministre dédié au grand âge, comme c'est le cas dans le champ du handicap*". Même analyse est faite par Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa. "*Nous ne sommes pas arque boutés sur le principe d'un secrétariat d'État aux personnes âgées, d'autant plus si la politique du vieillissement est portée par un grand ministère des solidarités*", précise-t-il en soulignant au passage son inquiétude renforcée par une culture sanitaire et hospitalière dont hérite forcément la nouvelle ministre. "*Mais une telle différenciation [avec le champ du handicap] reste incompréhensible.*"

Vers la fin d'un traitement différencié ?

Faut-il forcément voir dans l'absence de ministère un signal négatif ? Pas forcément, explique Joseph Krummenacker, président de la Fnapaef. "*Au vu des fortes attentes du secteur, cela peut paraître étonnant. On pourrait penser qu'elles ne méritent pas que l'on s'occupe des personnes âgées. Mais peut-être que [l'intégration de la politique dans un grand ministère] signifie que l'on va enfin considérer les personnes âgées comme toutes les*

autres. Si cela veut dire que l'on assure un même traitement pour tous, mais aussi que l'on supprime la barrière d'âge, cela paraîtrait intéressant." En attendant de voir quelle traduction en sera faite dans la mise en place de la politique gouvernementale, l'association des usagers signale d'ores et déjà vouloir rencontrer l'équipe d'Agnès Buzyn pour remettre sur la table les principales préoccupations des personnes âgées.

Un appel à rectifier le tir

Compte tenu des enjeux que représente le défi du vieillissement, les voix s'élèvent donc déjà pour que le Gouvernement rectifie le tir. "*Cette erreur doit être réparée*", juge ainsi Michèle Delaunay, ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie sous le Gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Pour l'ancienne ministre, qui évoque sa "*totale incompréhension et [son] très grand regret*" devant "*l'inexcusable absence de l'âge et de la transition démographique au Gouvernement*", ce ministère "*eut mérité pour le moins de rejoindre le sort de celui des personnes handicapées comme ministère transversal auprès du Premier ministre*". Une position partagée par les associations.

Alors que la Fnadepa espère que le Gouvernement sera "*prochainement complété par un ministère chargé des Personnes âgées et de l'Autonomie*", la Fnaqpa et l'AD-PA insistent sur l'intérêt d'un pilotage partagé. Ministère de l'Autonomie pour l'un, ou des Personnes âgées et des Personnes handicapées pour l'autre, seule la sémantique diffère. "*Les politiques du handicap et de la dépendance sont très liées. Alors que l'on essaie d'avoir une vision globale sur le sujet, pourquoi les séparer ?*", s'interroge Didier Sapy.

Pas question pour autant que le secteur reste cantonné à la question de la gouvernance. Alors que le Synerpa annonce se concentrer sur la rencontre des principaux ministres portant les sujets du secteur afin de poursuivre le travail en matière de solidarité intergénérationnelle, d'activité économique, d'emploi et d'investissement, l'AD-PA Adessadomicile et l'Una se disent eux "*vigilants*" en matière de politique budgétaire. Le secteur du domicile ne manquera pas de s'assurer que les engagements pris en matière de prévention, d'aide aux aidants et de rémunération des professionnels soient respectés et rappelle à cet égard avoir "*résolument besoin d'un engagement fort de l'État permettant une véritable prise en charge financière de la dépendance*". Et l'AD-PA d'insister pour que les économies annoncées par Emmanuel Macron sur les départements "*ne se fassent pas au détriment des personnes âgées*".

Agathe Moret

Tous droits réservés 2001/2017 — HOSPIMEDIA